

CONFÉRENCE DE PRESQUE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

CARABISTOUILLES

FO
DGFIP

16 janvier 2024 – 20h37 : 94 000 agents de la DGFIP ont failli s'étrangler ! Non vous n'avez pas cauchemardé, à la 22^{ème} minute de son intervention, Emmanuel Macron s'est bien exprimé ainsi : « **Lors de mon 1^{er} quinquennat, nous avons beaucoup fait : on a recréé des Préfectures, on a réouvert des trésoreries sur le terrain** ».

Nous laisserons nos camarades de FO Préfectures réagir à la 1^{ère} affirmation et nous concentrerons sur la seconde concernant des trésoreries qui auraient été réouvertes.

Soit le Président de la République confirme qu'il est bien un **virtuose de la provocation gratuite**, soit les fiches transmises portent la **signature du nouveau directeur de cabinet du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, fossoyeur du réseau territorial de la DGFIP et accélérateur d'un plan social dont il a toujours tu le nom**.

LA TOTALITÉ DES 1109 TRÉSORERIES MUNICIPALES À LA TRAPPE DE 2017 À 2023 !

Non Monsieur le Président, vous n'avez pas « réouvert » des trésoreries depuis 2017. Vous avez, **au contraire, supprimé la totalité des 1 109 Trésoreries Municipales (TM) et divisé par quatre le nombre des trésoreries hospitalières**. Et tout cela au nom du délirant Nouveau Réseau de Proximité (NRP) qui n'est ni nouveau, ni un réseau et encore moins de proximité.

Il s'agit surtout d'un **machiavélique outil de réduction des dépenses publiques** puisque, pour nos gouvernants, un fonctionnaire (surtout de la DGFIP !) est un « coût sur pattes ».

Pour le syndicat **F.O.-DGFIP**, outre le dogme budgétaire, le NRP **complexifie les relations ordonnateur/comptable et trompe l'utilisateur sur un prétendument accueil plus proche de lui**.

Des décombres encore fumants de ces 1 109 trésoreries municipales ont émergé quelques 500 Services de Gestion Comptables (SGC) censés être la vitrine du NRP. Or, ces SGC remplaçant intégralement les trésoreries supprimées, **sonnent le glas de toute relation personnalisée et fructueuse entre l'utilisateur, l'élu et son comptable**, prônent la **massification des tâches** au prétexte de professionnalisation et **astreignent les agents moins nombreux à une taylorisation d'un autre âge**.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANCE SERVICES OU LE SERVICE LOW COST À L'USAGER

La prétendue amélioration du nombre de points de contact des usagers passerait donc par les Établissements France Services (EFS) dont le Président a fait l'éloge ?

Pour **F.O.-DGFIP**, il n'en est rien puisque ces EFS sont une **mauvaise réponse apportée à un vrai problème** résultant des **1 109 fermetures** évoquées ci-dessus auxquelles s'ajoutent la **suppression de 2/3 des services de publicité foncière**, la **réduction de 40% du nombre de Services des impôts des entreprises et de Services des impôts des particuliers ; le tout en 5 ans !**

Les EFS remplaceraient, selon leurs concepteurs, des services DGFIP de pleine compétence où l'on pouvait effectuer des paiements, avoir un renseignement rapide et fiable, le tout effectué par des fonctionnaires formés et assermentés.

Sauf qu'à leur tête se trouve généralement **un fonctionnaire territorial de la communauté de communes formé en 3 jours à la fiscalité** et que celles-ci ne servent que de **boîtes aux lettres et d'aide aux usagers pour utiliser Internet**, se substituant ainsi aux fonctionnaires des différentes administrations (Pôle Emploi, DGFIP, MSA, CAF, assurance maladie).

C'est loin de suffire pour répondre convenablement aux besoins en services publics de nos concitoyens ou pour le dire comme le nouveau premier ministre qu'ils en aient pour leur argent. **A quoi sert donc d'être à moins de vingt minutes d'une coquille vide ?**

DE L'AUDACE, VRAIMENT ?

Alors non **ce quinquennat** n'aura pas été aussi disruptif que cela. Il s'est bien inscrit dans le prolongement des précédents et aura été pour la DGFIP **cinq années d'affaiblissement supplémentaire** en lui infligeant **un sort qui n'a pas d'équivalent dans la sphère publique**.

Il aura aussi été un **quinquennat de gel historique de la valeur du point d'indice**.

Et **celui qui débute semble marcher sur les mêmes brisées**.

Quand comprendra-t-on enfin qu'affaiblir la DGFIP, administration chargée de financer toutes les autres, c'est affaiblir l'État et affaiblir la République ?

Alors l'audace véritable serait de rompre avec les politiques conduites depuis sa création en **restaurant les moyens humains, budgétaires, législatifs et réglementaires pour permettre à la DGFIP d'exercer ses missions de service public qui concourent toute à préserver une cohésion sociale plus affaiblie mais plus indispensable que jamais**.

L'audace serait de **rendre à nouveau aux 94 000 agents de la DGFIP, qui témoignent quotidiennement d'un engagement hors du commun dans l'indifférence générale, la fierté d'exercer quotidiennement leur missions**.

L'audace serait d'entreprendre sans délai une **véritable réforme fiscale** qui restaure la progressivité de l'impôt au service de la justice fiscale, de sonner enfin la **mobilisation générale pour lutter contre la fraude fiscale** et récupérer les milliards qu'on semble vouloir chercher partout sauf là où ils se trouvent, de **conditionner les aides aux entreprises** qui permettent aux actionnaires de pulvériser chaque année les records de dividendes.

L'audace serait de **rendre à la fonction publique sa place et son rôle, d'être fidèle à son modèle républicain** plutôt que de d'entonner, ad nauseam et en permanence, la rengaine du coût d'État permanent.

L'audace serait de **réhabiliter la promotion interne** et de **redonner sens à la notion de carrière**, de **reconnaître enfin concrètement l'engagement des fonctionnaires** qu'on semble redécouvrir à chaque crise pour s'empresse ensuite de les stigmatiser au nom d'une vertu budgétaire à géométrie variable.

L'audace n'est pas l'aptitude à choquer, à diviser, à monter les populations les unes contre les autres, à désigner des coupables, à pointer des indignes. L'audace serait de tenir à nouveau chaque jour la promesse républicaine.

L'audace au fond serait d'en avoir vraiment.

Alors afin de continuer d'assurer un **Service Public de qualité**, **F.O.-DGFIP** exige :

- ➔ que toutes nos **missions** retrouvent leurs **moyens**, soient pérennisées et dotées des **emplois correspondant aux charges réelles de travail** de nouveau correctement mesurées,
- ➔ le rétablissement d'un **réel accueil physique de proximité**, à des horaires cohérents avec un service public de qualité,
- ➔ l'**abandon du Nouveau Réseau de Proximité** (NRP) dont il dénonce les conséquences désastreuses et l'abandon masqué de nos missions par l'artifice des France Services.



C'EST
POUR **VOUS**
QU'ON SE BAT !